Sur le *Traité de documentation. Le livre sur le livre. théorie et pratique* de Paul Otlet

On *Traité de documentation. Le livre sur le livre. Théorie et pratique* by Paul Otlet

Viviane Couzinet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/25907>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.25907

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2021

Pagination : 381-402

ISBN : 978-2-8143-0619-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Viviane Couzinet, « Sur le *Traité de documentation. Le livre sur le livre. théorie et pratique* de Paul Otlet », *Questions de communication* [En ligne], 39 | 2021, mis en ligne le 10 décembre 2021, consulté le 17 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/25907> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.25907>

VIVIANE COUZINET

Université Toulouse 3 - Paul Sabatier, Lerass, F-31077 Toulouse, France

viviane.couzinet[at]iut-tlse3.fr

SUR LE *TRAITÉ DE DOCUMENTATION. LE LIVRE SUR LE LIVRE. THÉORIE ET PRATIQUE* DE PAUL OTLET

Résumé. — Paul Otlet, dans son *Traité de documentation. Le livre sur le livre. Théorie et pratique* (1934), définit les moyens du partage des savoirs à développer à l'échelle mondiale afin d'assurer la paix. Il apporte ainsi sa réponse à la question : qu'est-ce que la documentation ? La science qui sert de cadre à cette dernière a pour objet le livre ou document. Intitulée bibliologie ou documentologie – les deux expressions sont ici synonymes –, elle est envisagée du point de vue théorique. L'auteur explique sa méthode, la bibliométrie, l'histoire de ses objets et ses relations avec d'autres sciences. Le Répertoire bibliographique universel (RBU), inscrit au Registre de la mémoire du monde, est le moyen technique qui rend les échanges possibles. Fondé sur la coopération des bibliothèques nationales, complété de répertoires de sources, il est, de fait, le répertoire documentaire mondial. Son organisation a supposé une évolution et une harmonisation concertées du mode de rédaction des fiches qui le composent. Son espace est le Mundaneum, cité mondiale qui regroupe bibliothèques, musées, université. L'observation actuelle des apports de P. Otlet se réclame du mouvement de la néo-documentation, conduit essentiellement par des chercheurs anglo-saxons. Désigné comme un « Google de papier », le RBU est considéré comme l'ancêtre du moteur de recherche.

Mots clés. — Otlet Paul, *Traité de documentation*, bibliologie, documentologie, néo-documentation, Google

Au risque de plagier le titre donné à un groupe de trois textes produits par Suzanne Briet en 1951¹, on peut dire que le *Traité de documentation* de Paul Otlet édité en 1934 est une réponse anticipée à la question : Qu'est-ce que la documentation ? Il faut préciser toutefois qu'il s'agit d'entendre le mot « documentation » dans un sens étendu qui couvre à la fois un ensemble de réflexions théoriques, de description et de méthode d'une science et de techniques. Le tout est sous-tendu par un projet : partager les savoirs à l'échelle mondiale afin d'assurer la paix. L'approche est à la fois historique, technique, scientifique et sociale.

Sous-titré *Le livre sur le livre, théorie et pratique*, sur 431 pages plus des annexes, il aborde « des faits, des principes, des règles générales » qui visent à rationaliser les livres et les documents car ils sont les « intermédiaires obligés de tous les rapports entre les Hommes ». Cette « rationalisation [...] s'impose » car leur « masse énorme, accumulée dans le passé, s'accroît chaque jour, chaque heure, d'unités nouvelles en nombre déconcertant, parfois affolant » (*ibid.*, Présentation). Le terme « document » qui, dans le texte, est synonyme de « livre »², recouvre le livre « proprement dit, manuscrit ou imprimé, mais [aussi] les revues, les journaux, les écrits et reproductions graphiques de toute espèce, dessins, gravures, cartes, schémas, diagrammes, photographies, etc. » et les pièces de musée³.

L'ouvrage s'articule en six parties : 0. « Fundamenta » ; 1. « La Bibliologie ou Documentologie : sciences du livre et de la documentation » ; 2. « Le Livre et le Document » ; 3. « Le Livre et le Document : unités et ensembles considérés du point de vue de la bibliothèque comparée » ; 4. « Organisation rationnelle du Livre et du Document » ; 5. « Synthèse Bibliologique ». Édité dix ans avant son décès, ce *Traité*, qui est l'œuvre majeure de P. Otlet, rassemble ce qui l'a mobilisé toute sa vie, la marche à suivre pour en assurer la continuité et ce qu'il lègue en matière de réalité et d'utopie documentaire.

Son originalité réside dans la nécessité d'apporter un soutien à un projet humaniste. Il ne s'agit donc pas de décrire une science ni de faire évoluer des méthodes de travail pour elles-mêmes mais de les envisager comme moyen d'atteindre un but précis. Ce faisant, elles conduisent à rechercher leur inscription dans une histoire et à réfléchir à leurs fondements et à leurs outils afin de comprendre leurs enjeux sociaux.

Dans le *Rapport sur l'Institut International de Bibliographie et l'organisation systématique de la documentation*⁴ présenté par P. Otlet au congrès de Bruxelles

1 S. Briet y précise dans trois textes destinés respectivement à J. Cain, son directeur à la Bibliothèque nationale, à L. Ragey, directeur du Centre national des arts et métiers, et à C. Le Maistre, fondateur de l'International Standardization Organization, les changements dans la manière d'aborder les documents, à la fois dans l'extension de leur variété et dans les modes de traitement.

2 « Livre (*Biblion* ou Document ou Gramme) », partie 1 : « La bibliologie ou documentologie. Sciences du livre et de la documentation », p. 9.

3 Partie 2 : « Le livre et le document », p. 265. « Les Musées », p. 355.

4 Le *Rapport sur l'Institut International de Bibliographie et l'organisation de la documentation* est une communication présentée au Congrès de bibliographie et documentation.

en 1908, tel qu'il est cité par Éric de Grolier (1945), alors secrétaire général de l'Association d'information documentaire, la documentation est définie comme un « complément des autres méthodes d'investigation : l'observation, l'expérimentation, la déduction. Appuyée sur des documents complets et à jour (bibliothèques et collections), aidés par des instruments de recherche (répertoires), exercée selon des procédés rationnels et réfléchis (critique des sources), la méthode documentaire permet vraiment de s'aider de la collaboration de tous ceux qui ont travaillé précédemment les mêmes questions et de poursuivre leurs recherches au point où ils les ont laissées » et il rajoute « par-là elle rend possible la division du travail intellectuel et permet à tout instant une plus complète utilisation des résultats acquis ». Il s'agit en effet de « recourir aux documents afin d'y puiser des informations et des renseignements pour l'acquisition du savoir, pour l'étude et la recherche scientifique ». Le *Traité* « vise avant tout à dégager des faits, des principes, des règles générales et à montrer comment la coordination et l'unité peuvent être obtenues ». Il appartient ensuite à chacun de définir son manuel de documentation (Otlet, 1934 : Présentation).

Peut-être P. Otlet nourrissait-il l'espoir – certaines de ses prévisions tendent à le montrer – que, dans un futur proche, les avancées des machines servant à communiquer faciliteraient le travail et qu'ainsi l'objectif d'universalisme et de mise en commun mondiale serait atteint. Félicité, encouragé, soutenu par les participants aux congrès de bibliographie mais aussi expulsé de locaux qui lui avaient été attribués et, pendant un temps, critiqué négativement, raillé par la presse, l'homme a vu ses espérances ruinées par la Seconde Guerre mondiale.

La lecture du *Traité* proposée ici est un regard sur son inscription dans les recherches conduites en France dès l'origine de la création des sciences de l'information et de la communication et sur leur résonnance internationale dans le courant de la néo-documentation. Il est complété par la comparaison critique de la réalisation documentaire principale, le *Répertoire Bibliographique Universel*, avec Google, auquel elle est souvent assimilée, comme moteur de recherche en version papier.

Bibliographie, collections et universalisme

Dans la vie de P. Otlet (1868-1944), sans entrer dans le détail de sa biographie, on remarque quelques faits et événements marquants liés à l'importance que cette personnalité accorde à la documentation. Telle que nous la révèlent, à travers ses archives personnelles, Stéphanie Manfroid et Jacques Gillen (2016), son enfance se déroule dans une famille de la haute bourgeoisie bruxelloise. Son père, Édouard Otlet (1842-1907), est un industriel et un collectionneur d'œuvres d'art. Sa mère, Maria Van Mons, issue d'une famille qui appartient au monde de la magistrature, décède à l'âge de 25 ans en donnant naissance à un troisième fils, qui lui aussi décède. Paul et son frère restent très proches de

leur famille maternelle. Celle-ci est intégrée au milieu scientifique et artistique. Leur père se remarie et cinq enfants naissent de cette deuxième union. Avec elle arrivent dans la sphère familiale des industriels mais aussi un diplomate et botaniste. Cet environnement est considéré favorable, par les auteurs précités, au développement de l'intérêt du jeune P. Otlet pour la science, la technique et les arts.

Dès son adolescence il s'investit dans le prêt de livres pour les élèves de son école, ce qui lui permet de disposer de la bibliothèque à sa convenance, de choisir librement ses lectures et d'utiliser le catalogue. Dans sa quinzième année, il fonde, avec quelques camarades, ce que l'on peut qualifier de premier « musée », la Société particulière des collectionneurs réunis, dont la finalité est de classer les objets de ses membres et de développer leur collection (Levie, 2008).

P. Otlet fait des études de droit à la demande de son père. Celui-ci espère qu'il se préparera ainsi à sa succession, en tant qu'ainé de la fratrie, à la tête de son entreprise de réalisation de chemins de fer et de tramway. Lors de ses études il découvre la fréquentation assidue des bibliothèques (Levie, 2008). À Paris, où il prépare sa troisième année, il est émerveillé par la bibliothèque de l'École de droit dont il vante, dans ses écrits personnels, l'accessibilité du catalogue et des livres (*ibid.*). Mais le brillant élève de l'école des jésuites, qui avait été pourtant nommé *Primus*, échoue à ses examens. Il refait donc sa troisième année à l'université libre de Bruxelles et devient stagiaire dans un cabinet d'avocats. Il se montre peu doué pour la plaidoirie. Il est alors chargé de préparer un outil d'information devant faciliter l'accès aux articles des revues de droit et à leur contenu afin de renseigner les juristes de la façon la plus actualisée et précise possible. C'est au cours de cette tâche qu'il rencontre Henri La Fontaine, avocat lui aussi, et chargé de la même mission pour la sociologie. Un lien amical, qui durera plus de quarante ans, se crée entre les deux hommes. Il les conduit à partager de nombreux projets et publications, l'intérêt pour les questions sociales et politiques et le goût pour le travail intellectuel. C'est par son intermédiaire que P. Otlet se rapproche de la Société des études sociales et politiques qui devient l'Office international de bibliographie sociologique (OIBS).

À partir de 1892, l'OIBS se charge de réaliser le répertoire des ouvrages parus depuis les débuts de l'imprimerie. À la suite de la première conférence de Bibliographie (1895), qui avait obtenu le soutien du gouvernement belge, par arrêté de Léopold II, l'Office international de bibliographie (OIB), ou Institut international de bibliographie (IIB), est créé. Il a pour mission de réaliser le *RBU*. Des instituts et des services belges qui réalisent leurs bibliographies suivant le cadre défini par l'OIB apportent leur collaboration. Très vite, en effet, se pose la nécessité de réfléchir à une uniformisation des modalités de description des documents et à l'utilisation d'un système classificatoire adapté. Après autorisation de Melvil Dewey, dont la Classification décimale servira de socle, P. Otlet et H. La Fontaine élaborent la classification décimale universelle (CDU). Elle sera traduite en plusieurs langues, dont le japonais.

Parallèlement, d'autres outils bibliographiques sont produits. On peut citer le *Catalogue collectif des bibliothèques de Belgique* (1902), le *Répertoire général des renseignements* (faits, brevets, relevés des institutions, etc.), ou encore l'*Annuaire de la Belgique scientifique, artistique et littéraire*. Également, en 1909, l'*Annuaire de la vie internationale*, dont André Canonne (1989), directeur du Centre de lecture publique de la communauté française de Belgique (CLPCF), a pu dire qu'il est le « précurseur des bases et banques de données que l'on constitue aujourd'hui [en 1989] grâce aux moyens informatiques » (Canonne, 1989, p. ix), voit le jour.

Par ailleurs, P. Otlet s'implique dans la constitution de collections. On le trouve comme collaborateur à l'Office de documentation féminine, créé par Léonie La Fontaine, sœur de son ami (Canonne, 1989), à l'origine, en 1906, du musée du Livre, et vers 1907 des bases d'un musée de la Presse, soutenu par l'Union de la presse périodique belge et par le Cercle des collectionneurs de journaux. Il commence la bibliothèque des Sociétés savantes, ou Bibliothèque collective internationale, crée des Archives encyclopédiques internationales qui rassemblent des collections de dossiers iconographiques, et sont une sorte de répertoire iconographique universel. Mais il préconise et lance aussi la production de statistiques, comme la Statistique générale des imprimés à partir de 1902 (Grolier, 1945), dont il explicite l'utilité bibliothéconomique et scientifique dans le *Traité*. Dans ces diverses réalisations, il est rejoint en 1920 par Frits Donker Duyvis, ingénieur hollandais qui travaille à l'Office européen des brevets. Ce dernier prend plus particulièrement en charge les classes scientifiques de la CDU. Georges Lorphèvre, qui sera son exécuteur testamentaire, l'accompagne dès 1927. Il se spécialise dans l'étude des classifications. Il est l'auteur de l'édition moyenne (1967-1970) et de l'édition abrégée de la CDU (1967) et d'un article sur la concordance entre classifications qui paraît en 1949 dans la *Revue de la documentation*. En 1954, il y publie une bibliographie de P. Otlet (Blanquet, 2010).

Parallèlement à l'organisation et à la théorisation documentaire, P. Otlet milite en faveur d'un partage universel du savoir. Le projet qui l'anime est de rassembler les documents ou leur substitut catalographique pour mieux les mettre en commun et ainsi maintenir la paix dans le monde. Dans cet objectif, les organisations internationales, espace de dialogue entre les hommes et donc porteuses d'une chance de paix durable, jouent un rôle majeur. Il partage cet idéal avec H. La Fontaine, lui-même pacifiste et universaliste, engagé auprès du parti ouvrier belge, sénateur, prix Nobel de la paix en 1913, fondateur de la Société belge pour l'arbitrage de la paix et du Bureau international de la paix, auteur de « The Great solution: Magnissima Charta [La Fontaine, 1916], [qui] reprend les thèmes dont les deux amis débattent depuis longtemps : organisation internationale du travail intellectuel, pacte entre les états préfigurant une société des nations, cour internationale de justice, office central de l'immigration, union intellectuelle internationale... » (Canonne, 1989, p. x). Ensemble ils créent, en 1910, l'Union des associations internationales qui, entre autres activités, édite de nombreuses publications sur la place de la documentation dans l'organisation du travail

intellectuel auxquelles renvoie le *Traité*. Ils publient plusieurs textes, dont « La vie internationale et l'effort pour son organisation » (La Fontaine et Otlet, 1912) dans la revue *La Vie internationale* qu'ils ont fondée en 1912.

Des drames familiaux qui se succèdent renforcent les convictions de P. Otlet. Marié en 1890, il a eu deux fils. En 1914, le plus jeune, Jean, âgé de 16 ans, s'engage dans la première guerre mondiale et sera porté disparu dès l'ouverture du conflit. P. Otlet se lance à sa recherche mais on lui refuse le retour en Belgique. Il s'exile alors à Londres, puis en Suisse et aux Pays-Bas, d'où est originaire sa seconde épouse, et en France. Dans chacun de ces pays, il prononce des conférences sur le désarmement et la paix. Soupçonné de pacifisme, l'entrée en France lui est refusée pendant trois mois, en 1916, alors qu'il est en route pour rejoindre ses frères en Espagne. Plusieurs années sans nouvelles de Jean, il apprend son décès, survenu au début des combats. Pendant ce temps, son fils aîné, Marcel, est prisonnier en Allemagne. Il le restera pendant toute la durée de la guerre. Il dédie à ses fils, en 1916, les *Problèmes internationaux et la guerre. Tableau des conditions et solutions nouvelles de l'économie, du droit et de la politique*⁵ (Levie, 2008) qui établit un « "gouvernement mondial" fondé par une "constituante internationale", fondé sur une déclaration des droits comprenant des pouvoirs législatifs, judiciaire, exécutif et une force armée centraux » (Grolier, 1945).

L'invasion de la Belgique par l'Allemagne a mis un coup d'arrêt à l'activité documentaire. Ces années de repli sont fertiles en écrits développant les idées internationalistes de P. Otlet et le conduisent à proposer d'inscrire la Belgique comme pays neutre, mais sans succès. En 1914 il publie un traité, *La Fin de la guerre. Traité de paix générale basé sur une charte mondiale déclarant les droits de l'humanité et organisant la Confédération des États* (Bruxelles, 1914), il élabore les fondements d'une *Charte mondiale organisant la Société des Nations* (Paris, 1917) et la même année une *Constitution mondiale de la Société des Nations. Le nouveau droit des gens*⁶ (Genève, Paris, 1917).

Comme on peut le voir, contrairement au titre donné par la biographe Françoise Levie (2008) à son ouvrage, *L'homme qui voulait classer le monde, Paul Otlet et le Mundaneum*, la portée de l'œuvre ne se limite pas à la volonté de classer. Cependant, il est, à notre connaissance, le plus exhaustif en langue française et très illustré, et il présente de nombreux extraits de documents inédits. Le projet de P. Otlet de classer ne nous paraît pas séparable de celui de changer l'ordre politique du monde. L'organisation documentaire produite par des outils d'accès – classification, catalogues, répertoires –, par des espaces de conservation – bibliothèques, musées, archives –, par des collections d'objets informationnels très divers – livres, revues, journaux, magazines, affiches, matériels techniques – et par un réseau d'échanges entre des

5 Otlet P., 1916, *Problèmes internationaux et la guerre. Tableau des conditions et solutions nouvelles de l'économie, du droit et de la politique*, Genève/Paris, Librairie Kundig/Rousseau et C^{ie}.

6 La dénomination *Société des nations* est ici propre à P. Otlet et ne correspond pas à celle de l'organisme fondé après la Première Guerre mondiale.

bibliothèques nationales est le moyen de réaliser le projet universaliste. Cet appui sur des moyens documentaires, outre la quantité de travail qu'il représente dans le contexte du début du ^{xx}e siècle et la réalisation concrète qu'il suppose, le conduit à faire évoluer les techniques du traitement documentaire, à réfléchir à leur avenir, à définir des concepts, des méthodes d'observation et à élaborer des théories.

Le travail déployé retient l'attention de quelques revues dans leur livraison contemporaine. La *Revue philosophique de Louvain* salue, en 1895 (8 : 428-429), la création de l'OIB. Le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, en 1896 (7 : 305-309), signale un texte de P. Otlet sur l'anthropologie juridique paru dans le *Bulletin de la société de Bruxelles*. La *Revue internationale de l'enseignement* (1900, 39 : 436-438) annonce le congrès international de bibliographie qui doit avoir lieu à Paris, donne son programme et ses organisateurs. Les *Annales de géographie*, dans un numéro consacré, en 1913, à la géographie botanique et zoologique (t. 22, n° 125), signale l'intérêt qu'il y a à utiliser le *Code des règles pour la bibliographie et la documentation de la botanique*, dont P. Otlet et É. de Wildeman sont les auteurs, pour unifier les méthodes bibliographiques applicables à la documentation de toutes les sciences. Marc Jaryc, dans son article « À propos de quelques bibliographies historiques récentes », paru dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1936, 11-23 : 237-263), s'étonne de ne pas trouver dans le *Manuel de bibliographie* de Langlois une référence au *Traité*. En 1938, la même revue et le même auteur, dans un article intitulé « Bibliographie et instruments de travail », dans un bref compte rendu du congrès mondial de la documentation universelle (16-21 août 1937), souligne l'optimisme de P. Otlet sur l'universalisme.

« L'histoire de P. Otlet est finalement une histoire d'idées, de conviction passionnée et inaltérable de l'importance de la vie intellectuelle et dans ses possibilités de transformations à l'aide d'outils et de machines nouveaux pour gérer et communiquer les connaissances et dans le besoin d'atteindre finalement une société mondiale, nouvelle, stable et pacifique » (Rayward, 2016 : 168). Ainsi pacifisme, universalisme et documentation ne peuvent-ils être séparés. Si la bibliographie, puis la documentation, sont les moyens choisis pour conduire et étayer une construction de la paix, il est nécessaire de bâtir de manière concertée des méthodes communes de représentation documentaire afin de faciliter les échanges. Ceci suppose de penser une science qui servira de cadre à l'évolution des techniques. C'est ce cadre qui est le point de départ du *Traité*, et qui est désigné par « documentation », « bibliologie » ou « documentologie ».

Science de l'information-documentation et néo-documentation

Le mot « documentation » est employé officiellement par P. Otlet lors du congrès international de bibliographie et documentation de 1910. La paternité du

terme lui est d'ailleurs souvent attribuée (Blanquet, 1993). D'après Jean Meyriat (1993 : 192), il recouvre quatre réalités différentes : « L'ensemble de documents servant de preuve », « le travail par lequel on rassemble, ordonne, rend utilisable cette matière », une « profession impliquant une attitude intellectuelle, un certain regard sur le monde » et « l'ensemble des connaissances appliquées et même fondamentales qui inspirent les pratiques documentaires ». Dans la première moitié du xx^e siècle, les bibliothèques restent attachées essentiellement au livre, à la conservation et à l'utilisation d'outils documentaires permettant d'en gérer les stocks. C'est cette permanence dans les choix des supports traités et des outils qui différencie bibliothèque et documentation. L'emploi du terme qui se répand en France s'explique par cette séparation, contrairement à ce qu'il s'est produit dans les pays anglo-saxons. Chez eux, le mot *y* est peu utilisé et la désignation de la discipline est devenue *information science* (*IS*) et parfois *library and information science* (*LIS*). En France, elle s'inscrit dans le lien qu'elle entretient avec les sciences de la communication au sein de la discipline académique intitulée sciences de l'information et de la communication (*SIC*). Toutefois, afin de la désigner dans sa subdivision, science de l'information et documentation sont associées (science de l'information-documentation) pour introduire une distinction avec la science de l'information, qui étudie les médias (science de l'information-médias, *medias studies* au niveau international).

On trouve ces quatre aspects dans le *Traité*. Le point de départ « Les buts de la Documentation organisée consistent à pouvoir offrir sur tout ordre de fait et de connaissance des informations documentées : 1° universelles quant à leur objet ; 2° sûres et vraies ; 3° complètes ; 4° rapides ; 5° à jour ; 6° faciles à obtenir ; 7° réunies d'avance et prêtes à être communiquées ; 8° mises à la disposition du plus grand nombre » (p. 6) s'insère dans « une science et une technique générale du document » (p. 9), la bibliologie, ou documentologie, que P. Otlet oppose à la bibliographie, description des livres. Cette « science générale embrassant l'ensemble systématique classé des données relatives à la production, la conservation, la circulation et l'utilisation des écrits et des documents de toutes espèces » (p. 9) est « la science théorique, comparative, génétique et abstraite, embrassant tous les livres, toutes les espèces et toutes les formes de documents » (p. 9). L'objet du *Traité* est donc d'exposer cette manière de voir la documentation et de montrer son articulation en trois axes interdépendants visant à la constituer « en corps systématique de connaissances comme science et doctrine d'une part ; en technique d'autre part ; en corps systématique d'organisations en 3ème part » (p. 11). La bibliologie, ou documentation – appellations considérées comme synonymes –, « tendra donc à être à la fois science spéculative, pratique et art » (p. 12).

Cette science s'appuie sur une terminologie qu'il préconise de construire à partir du mot document, « plus général que Livre ou Biblion⁷ » (p. 13), et qui a été

7 On remarque cependant que P. Otlet a conservé le mot « livre » dans le sous-titre du *Traité*.

discutée au cours de la XI^e conférence internationale de l'Institut international de bibliographie. Elle s'appuie également sur des données statistiques « relatives au livre et au document, la Bibliométrie » (p. 13) et sur des méthodes utilisées dans les autres sciences mais dont la légitimité et les adaptations auront été validées. Les problèmes qu'elle examine sont de nature pratique – ils se rapportent au fond et à la forme du document comme moyen de transmission et d'expression de la pensée – et de nature théorique – qui pourrait être fondée sur « la base d'un concept composé de quatre éléments [...] a) la représentation du monde ; b) par un système de signes ; c) sur des supports pratiques et maniables ; d) donnant lieu à des enregistrements qui puissent être conservés, communiqués ou diffusés » (p. 25-27). Elle entretient des relations avec d'autres sciences auxquelles « elle emprunte et elle donne » et que P. Otlet propose de désigner par « philologie bibliologique », sociologie bibliologique, « science » ou « logique bibliologique », « psychologie bibliologique », « bibliologie technologique », « bibliologie pédagogique » (p. 27-36). La nécessité de cette science se justifie par l'existence de sources, notamment des bibliographies annuelles et des recueils sur le livre, et par la tendance à introduire un enseignement sur l'utilisation des documents dans les universités (p. 37) pour faciliter la recherche d'information. Le *Traité* ébauche une évolution des sciences bibliologiques en trois phases : les bibliothèques centres d'érudition, la bibliographie détachée des bibliothèques et l'ensemble du livre et de la documentation (p. 38). Enfin, il insiste sur le besoin de « vrais laboratoires où puissent travailler de concert des "bibliologues" exercés à manier les matériaux et les instruments d'étude » (p. 25) et sur l'indispensable coopération internationale.

À forte tendance positiviste, cette science nouvelle s'inscrit donc dans le vaste projet internationaliste de partage des savoirs de P. Otlet et puise dans l'histoire du livre et de ce qui le compose (imprimerie, auteurs, édition...). Elle s'ouvre au progrès des techniques de communication.

Le second axe qui constitue la bibliologie est l'étude des « règles d'application des faits aux besoins de la vie pratique et de la production. Ces règles embrassent tout le cycle des opérations auxquelles donne lieu la production des documents, leur circulation, distribution, conservation et utilisation » (p. 11). Ceci conduit l'auteur à préciser sa vision des documents dont il dit qu'il « faut les considérer comme des instruments de recherche, de culture, d'enseignement, d'information et de récréation. Ils sont à la fois le réceptacle et le moyen de transport des idées » (p. 43). Il en propose une définition générale : le document est « un support d'une certaine matière et dimension, éventuellement d'un certain pliage ou enroulement sur lequel sont portés des signes représentatifs de certaines données intellectuelles » (p. 43). Le livre est un « capital d'idées qui s'amasse et se tient en réserve », « il est une arme, un outil » (p. 45), il est composé « [d']éléments matériels [...], [d']éléments graphiques, [...] [d']éléments linguistiques [...] [et d']éléments intellectuels » (p. 46). Cette partie du *Traité* dresse une typologie des formes d'écrits, des genres de livres et de

documents incluant la photographie, les images projetées et la musique. Chacun est accompagné d'un historique, d'exemples pris dans des pays différents, de caractéristiques techniques et de conseils ou recommandations (p. 46-372). Il s'agit là d'argumenter la nécessité d'une bibliologie comme science autonome en faisant valoir la somme des connaissances acquises qui peuvent être rassemblées sur le document.

P. Otlet s'attache à formuler les principes d'une organisation universelle des livres. En se fondant sur leur nature il recommande de « mettre de l'ordre dans les montagnes de papier et documents » (p. 373). Il préconise la constitution d'un vaste gisement documentaire, le Centre de la documentation universelle, alimenté par les bibliothèques nationales et fondé sur la coopération internationale. Ceci implique (p. 373-413) :

- l'unification d'une base commune de la représentation des supports et des contenus avec pour corolaire l'adoption d'un format unique de fiche de catalogue ;
- la précision des contenus par le développement d'un système classificatoire universel permettant, par l'emploi d'un code décimal, d'être déchiffrable partout dans le monde. C'est ce à quoi s'emploie la CDU (classification décimale universelle) ;
- l'élargissement de l'éventail des supports d'information pour collecter le plus exhaustivement possible l'innovation (brevets, documentation administrative, rapports, images...) ;
- une rationalisation de l'écriture de la science (p. 395-397) pour en faciliter l'exploitation ;
- la protection des livres contre les guerres et les révolutions en instaurant un dépôt de sûreté (p. 408) ;
- la diversification des produits documentaires pour répondre plus largement à la demande des publics (par exemple des encyclopédies, des dossiers, des catalogues collectifs par pays) ;
- une définition commune des fonctions des personnels de la documentation.

Ces changements s'appuient sur des réseaux nationaux de bibliothèques, de musées et d'archives eux-mêmes attachés au réseau international. Des indications concernant les matériels, les machines, les mobiliers et les locaux complètent le tout.

Cette partie 4 du *Traité* se focalise sur la manière de traiter le document en ne perdant pas de vue le rôle majeur qui lui est attribué dans la circulation des idées, de la science et de la technique à l'échelle du monde. Elle introduit une

différence notable entre fonction documentaire et fonction bibliothéconomique, l'une plus spécifiquement vouée au service à l'utilisateur; l'autre à la conservation.

Cette évolution dans la manière d'appréhender le document en développant sa connaissance fondamentale et en renouvelant les techniques de mise en circulation est étudiée par un courant de recherche anglo-saxon désigné par « néo-documentation ». On considère qu'il a été initié par les travaux de l'Australien Warden B. Rayward, *The universe of information: the work of Paul Otlet for documentation and international organization*⁸ (1975) et par l'Américain Michael K. Buckland qui publie, plus tard, deux articles sur S. Briet « Information as thing » (1991) et « The centenary of Madame Documentation » (1995). Il s'agit de discuter des prolégomènes francophones de la documentation et de les mettre en lumière. La terminologie adoptée aux États-Unis (*specialised librarian*), la langue (peu d'anglophones pratiquent le français), la réédition tardive du *Traité* et le manque de diffusion du texte de Briet⁹ ont sans doute été des obstacles à la visibilité de ces idées en leur temps, dans les pays non francophones. On peut noter d'ailleurs que W. B. Rayward a publié en 1990 une traduction en anglais de textes de P. Otlet sur la documentation, dont il dit qu'ils n'ont pas eu dans le monde anglo-saxon l'attention qu'ils méritent (Ayuso García, 1995).

Comme le soulignent certains auteurs, l'œuvre de P. Otlet a été « quelque peu oubliée entre 1940 et 1965 » (Estivals, 1978 : 30), ou encore le sous-titre d'une contribution récente de W. B. Rayward (2016), « L'émergence, la disparition et le retour des idées de Paul Otlet ». On peut dire que ces deux auteurs ont largement contribué à la faire revivre presque un demi-siècle plus tard. Mais a-t-elle été ignorée ? L'ouverture en France de formations professionnelles à la documentation par l'Union française des organismes de documentation (UFOD), dès 1945, est relayée en 1950 par la création de l'Institut national des techniques documentaires (INTD) au Centre national des arts et métiers (Cnam). Elle est consolidée par une entrée à l'université, de manière sporadique dès 1963, puis par la création des départements Carrières de l'information dans les instituts universitaires de technologie en 1966. Ces formations ne faisaient pas l'impasse sur la CDU, d'autant que dans les années 1980, son application était obligatoire dans les centres de documentation et d'information des établissements d'enseignement du second degré. L'apport de P. Otlet à la documentation faisait partie des bases théoriques et appliquées des enseignements. Il a été renforcé par l'introduction de l'information scientifique et technique qui, après le choc informationnel des années 1950, demande une prise en compte de la variété des

8 Depuis la publication de *The universe of information: the work of Paul Otlet for documentation and international organization* par la Fédération internationale de documentation, W. Boyd Rayward est considéré comme le spécialiste mondial de P. Otlet.

9 L'Association française des professionnels de l'information et de la documentation (ADBS) a recherché, dans les années 1990, sans succès, les ayants droits de S. Briet afin de rééditer *Qu'est-ce que la documentation ?*, dont un exemplaire, en mauvais état, était disponible au centre de documentation de l'INTD.

documents et de la spécialisation des usagers (Macedo Kerr Pinheiro et al., 2008) puis par la création de diplômes de deuxième et de troisième cycle (Couzinet, 2000). Son étude, même réduite au profit des techniques numériques, constitue toujours un des fondements historiques de la discipline. L'ouverture des formations à l'université a induit la reconnaissance par les instances universitaires nationales d'une discipline académique, les sciences de l'information et de la communication, le recrutement d'enseignants chercheurs et la création de groupes de recherche¹⁰.

Le premier, « Écrit et document » (*Lettre d'Inforcom*, 1982), ouvert en 1979 à l'initiative de Robert Estivals, dans le prolongement de ses travaux commencés à la fin des années 1960 visant à élaborer une théorie de la bibliologie (Estivals, 1978), est centré sur l'œuvre de P. Otlet. D'abord attaché de recherche au CNRS puis, à partir de 1968, enseignant-chercheur à l'université de Bordeaux 3, R. Estivals est le fondateur, en 1967, de la revue intitulée d'abord *Schéma, cahier du schématisation*, puis *Schéma et schématisation*, et enfin *Revue de Bibliologie, Schéma et schématisation*. La dernière livraison parue (73, 2010) rapporte une partie des actes du XXI^e colloque de l'Association internationale de bibliologie consacré à « Otlet et la bibliologie »¹¹. À ses débuts, la revue publie les travaux du groupe après leur soumission au débat dans la *Lettre d'Inforcom*, bulletin de liaison des membres de la Société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC). R. Estivals est également le fondateur de la Société de bibliologie et schématisation (1975) dont l'objectif est « le développement de la bibliologie, comme science de l'écrit et de la communication écrite, et de la bibliométrie comme statistiques appliquées à l'écrit ; l'élaboration d'une théorie de la schématisation comme théorie scripturale de la communication ; le développement de l'enseignement fondamental et appliqué de la bibliologie ; la création d'un art du schéma considérée comme écriture synthétique de la pensée » (Estivals, 1993, p. 478). J. Meyriat, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, enseignant-chercheur à l'Institut des sciences politiques, directeur du Centre de documentation de la Fondation nationale des sciences politiques et fondateur, avec Jean-Baptiste Duroselle, du Centre d'études et de recherches internationales (CERI), qui existe toujours, participe à ce groupe. En 1982 il en assure l'animation et en élargit la thématique, qui devient « contenus et moyens de communication » (Couzinet, 2001, p. 25). C'est dans ce contexte qu'ils font évoluer la science du livre et du document posée par P. Otlet vers une science de la communication écrite. Ce faisant, ils participent à la construction du lien entre sciences de l'information et sciences de la communication, à la précision de leur périmètre et à la légitimation du

¹⁰ Les premiers doctorats en sciences de l'information et de la communication (SIC) sont reconnus en 1973. En 1976-1977 et 1977-1978, 25 sujets de thèses en SIC mention information scientifique sont déposés à l'École des hautes études en sciences sociales.

¹¹ Le XXI^e colloque de l'Association internationale de bibliologie a eu lieu à Mons (Belgique) le 25 févr. 2010.

rapprochement entre ces deux sciences, dès leur inscription ensemble au sein de l'université, alors qu'il n'y a pas d'équivalent au plan international.

Progressivement, les recherches développées au sein du groupe et des séminaires qui lui ont succédé aboutiront au soutien à la réimpression du *Traité* en 1989, à la *Classification de la bibliologie*¹² en 1990 et à la publication des *Sciences de l'écrit : encyclopédie internationale de bibliologie* en 1993¹³. Ces travaux contribuent à revisiter ceux de P. Otlet, à les faire évoluer pour en extraire les aspects communicationnels, à les insérer dans les SIC et à séparer bibliologie et documentologie. Plus tard, ils établiront une distinction entre documentologie, analyse du document et de sa fabrique, et informatologie, étude du travail sur l'information (Meyriat, 1981). Ces avancées théoriques sont suivies en Belgique, dans les pays d'Europe centrale, notamment en Pologne, et dans les pays d'Afrique où l'Association internationale de bibliologie (AIB), fondée en 1988, compte des adhérents. Le courant anglo-saxon de la néo-documentation connaît peu ces avancées théoriques françaises produites à la suite de P. Otlet. L'œuvre de ce dernier n'est pas oubliée et, encore actuellement, nombre de recherches réinterrogent le *Traité*. On peut citer par exemple les travaux sur sa manière d'aborder les musées et la muséologie (Mairesse, 2010 ; Molinier et al., 2020), ou le projet de recherche HyperOtlet financé par l'Agence nationale de la recherche¹⁴, dont l'objectif est de replacer « dans sa complexité contextuelle et de mettre à disposition d'une communauté d'experts une éditorialisation critique du *Traité* »¹⁵. Une nouvelle version francophone de l'édition originale a été publiée en 2015 avec une préface de Benoît Peeters, de Sylvie Fayet-Scribe et d'Alex Wright.

En Espagne, où les recherches de R. Estivals et de J. Meyriat sont connues, c'est le même chemin qui est suivi. José Lopez Yepes (Université Complutense de Madrid) a dressé un panorama de l'influence de P. Otlet sur la documentation espagnole (1995). Elle a donné lieu, de façon discontinue, depuis les années 1970, à des travaux universitaires, mais reste un axe de recherche en histoire de la discipline. Une version du *Traité* en langue espagnole a été publiée en 1996 et rééditée en 2007.

La situation est particulière au Brésil où le mouvement de la néo-documentation est né du débat sur le concept d'information dans le contexte numérique. Il a

12 La création de cette classification a nécessité de définir les composantes, les contours et les relations avec d'autres disciplines.

13 On peut également ajouter au *Thésaurus de la bibliologie* de J. Boustany et R. Estivals, 1999.

14 Ce projet rassemble sous la direction de B. Müller du Centre Halbwachs Maurice (CHM unité mixte de recherche) des chercheurs de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (Enssib), du laboratoire Médias, information, communication, arts (Mica) de Bordeaux Montaigne, le Mundaneum et la Maison des sciences de l'homme Paris Nord.

15 Le projet est visible via le lien suivant : <https://anr.fr/projet-ANR-17-CE38-0011> | projet 2018-2020 ; et une cartographie relationnelle est proposée à l'adresse : <https://hyperotlet.huma-num.fr/otletosphere/21>.

conduit à réinterroger celui de document (Ribeiro Rodrigues, 2020). On observe deux courants. L'un, sous l'influence nord-américaine, étudie la documentation comme axe disciplinaire nouveau (néo-documentation), l'autre, qui reprend et prolonge les travaux initiés par les auteurs francophones¹⁶, vise à apporter une dimension épistémologique et historique à la science de l'information (Saldanha, 2013 ; Ortega, Saldanha, 2017 ; Ortega et Saldanha, 2018). Dans ce dernier courant, les travaux de R. Estivals et de J. Meyriat sont connus et Gustavo Saldanha, professeur adjoint à l'université fédérale de Rio de Janeiro et à l'Institut brésilien de l'information scientifique et technique (IBICT), est actuellement le spécialiste reconnu de l'œuvre de R. Estivals¹⁷. Le *Traité* a été traduit en portugais en 2018.

La continuité de la documentation telle qu'elle a été définie par P. Otlet dans sa dimension théorique et pratique et dans sa dimension idéologique de la mise en partage mondiale des savoirs, mais sans l'illusion de son rôle dans le pacifisme, est toujours d'actualité.

Google de papier ?

Cet ensemble théorique et pratique, dont W. B. Rayward (1998) dit que c'est le premier manuel de science de l'information, découle de l'expérience acquise par la réalisation du *Répertoire Bibliographique universel* (RBU), mission que P. Otlet et H. La Fontaine accomplissent au sein de l'Institut international de bibliographie (IIB) à partir de 1895.

Ce répertoire, pour la réalisation duquel ils ont obtenu l'appui du gouvernement belge, est défini comme « un catalogue dans lequel doit être enregistré intégralement et classée toute la production intellectuelle, sous une forme qui constitue l'inventaire et qui la rende largement accessible à tous et toutes fins » (p. 404). Il se limite aux écrits mais exclut l'épigraphie et les pièces d'archives. Au moment de la publication du *Traité*, il compte plus de quinze millions de fiches¹⁸. Il est composé de deux fichiers principaux : le répertoire onomastique et le répertoire thématique. Il est complété par celui des titres des périodiques, celui des titres des livres et par le Répertoire administratif des archives de l'IIB. Il repose sur l'utilisation de la CDU et sur une notice descriptive dont les paramètres sont

¹⁶ Dans le champ de l'analyse documentaire et de la linguistique, on peut noter les études qui se sont développées autour de J. Smit (université de São Paulo). La chercheuse a fait connaître les travaux de J. Meyriat et de J.-C. Gardin, dont elle a été l'étudiante en France.

¹⁷ Entre autres articles de cet auteur G. Saldanha, on peut lire : 2020, « Un portrait de Robert Estivals au miroir de la *Revue de bibliologie* : des chemins théoriques pour une réflexion historique », *Les Cahiers du numérique*, 16 (1), p. 15-33.

¹⁸ Le traité indique 15 646 346, le site Archives.mundaneum.org, pour la même période indique, 18 millions et le dépliant disponible au Mundaneum à Mons (Belgique) 12 millions, mais on peut supposer que les nombreux déménagements ont occasionné des pertes.

définis et présentés dans un schéma et un exemple concret (p. 303). Il est même envisagé de constituer un répertoire analytique comportant un résumé, des notes sur la valeur du contenu et éventuellement des critiques signées de leur auteur: Le *RBU* est « le catalogue dressé de la Bibliothèque mondiale idéale ». Suivre son modèle est préconisé pour établir des inventaires d'autres supports documentaires (photographies, films, cartes, plans, archives) ou objets (médailles, objets de musée, liste de laboratoires et instituts de recherche, universités...) afin d'assurer une « meilleure coordination des forces » (p. 406). Le *RBU* peut alors devenir le « noyau » (p. 405) de l'ensemble des répertoires qui, de fait, constituent un Répertoire universel de documentation.

La masse documentaire qui le compose et la nécessité de la préserver ont conduit la Belgique à soumettre son inscription au Registre de la mémoire du monde¹⁹ en 2012. Ce programme de l'Unesco, initié en 1992 dans le cadre d'un contrat avec l'International Federation of Library Associations (IFLA) et le Conseil international des archives (CIA) a élevé le *RBU*, en 2013, au rang de Patrimoine documentaire mondial.

Afin d'assurer l'approvisionnement de ce *Répertoire*, P. Otlet et H. La Fontaine sont en relation avec de nombreux intellectuels et savants étrangers qui partagent leurs idées (Levie, 2006)²⁰. Herbert Haviland Field, zoologiste américain, est chargé de la classification des données zoologiques et en dresse un index en français, anglais et allemand ; Charles Richet, prix Nobel de physiologie en 1913 et président de l'Académie des sciences en 1933, rédacteur de la *Revue scientifique*, et physiologiste (université de Paris), et Marcel Baudouin, assurent la classification des sciences médicales et des tables abrégées d'anatomie et de physiologie. Des instituts et sociétés savantes participent aussi à l'entreprise. L'Institut supérieur de philosophie de l'université de Louvain se charge des tables de philosophie, la Société belge d'astronomie et la Commission géologique belge se chargent des tables des sciences géologiques et astronomiques. D'autres collaborateurs se penchent sur l'application de la CDU aux chemins de fer, dressent une bibliographie féminine belge et produisent un manuel traitant du Répertoire bibliographique de la photographie (Levie, 2006).

En outre, le *RBU* prend appui sur un réseau de bibliothèques. Leurs responsables, ou des penseurs de la bibliothéconomie, comme Raul Proença et Jaime Cortesão de la Bibliothèque nationale du Portugal (Rodrigues Ferreira, 2010), ou Manoel Cicero Peregrino da Silva de la Bibliothèque Nationale du Brésil (Ribeiro Rodrigues, 2020), contribuent au développement de la documentation. Au plan organisationnel, le réseau s'articule en quatre niveaux de bibliothèques (nationales générales, nationales spéciales, internationales générales, internationales spéciales)

19 Le Registre de la mémoire du monde est accessible en ligne via ce lien : <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/memory-of-the-world/register/>

20 On peut noter le dialogue établi avec P. Panda (1888-1930), intellectuel du Congo belge et militant de la cause noire (Tshitungu Kongolo, 2011).

pour composer la bibliothèque mondiale. Cette dernière est le « monument au livre à la fois expression et instrument de l'intelligence » où « honorer le Livre en soi comme on honore les œuvres d'art et les grandes manifestations du génie humain » (p. 407).

À l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1900, le tout nouveau Bureau bibliographique français, première section nationale de l'IIB, organise la III^e conférence internationale de bibliographie. Une partie du *RBU* est présentée aux visiteurs accueillis par P. Otlet et H. La Fontaine. De nombreux pays ont envoyé des représentants, dont M. Dewey pour les États-Unis. La conférence bibliographique est présidée par le général Sébert, membre de l'Institut de France, président de la société française de photographie et de la fédération espérantiste de France, et le prince Roland Bonaparte, botaniste et géographe, membre de l'Académie des sciences et créateur d'un des plus grands herbiers privés au monde. Le succès est immédiat.

Le *RBU* entre dans la composition du Mundaneum, ou palais mondial, ou cité mondiale. Ce « Centre scientifique, documentaire, éducatif et social, se développe en trois dimensions : comme Idée, comme Institution, comme Corps physique de collections et de services » (p. 417). L'idée est que l'interdépendance du monde nécessite un plan mondial de la science permettant d'en comprendre l'unité. L'humanisme devenant un bien commun, la civilisation universelle pourra s'opposer aux crises de toutes sortes, dont les guerres. Porté institutionnellement par une fédération d'associations internationales, il regroupe des collections et des services « la Recherche avec séminaire ; la Documentation avec Bibliothèque, Bibliographie et Archive encyclopédiques ; l'Enseignement avec cours, conférences, semaines et quinzaines, formes d'université ; les Congrès avec assemblées et commissions » (p. 417). Il représente « une certaine idée de la force de l'échange intellectuel. Il est une méthode, un bâtiment, un réseau – il était prévu de faire des Mundaneum par pays » (Rayward, 2016).

Ce palais mondial est à la fois l'espace d'hébergement, de travail et de mise en visibilité de l'idée qui le porte. Physiquement, suivant les aléas des soutiens politiques obtenus, il se répartit à des adresses différentes dans la ville de Bruxelles. Le regroupement en un seul lieu des bibliothèques, des musées et de l'université qui le composent a été envisagé à partir des plans et des maquettes réalisées par Le Corbusier, mais il ne vit pas le jour.

Pour établir le *RBU*, son réseau et son espace, un vaste programme de concertation a été entrepris. Des congrès internationaux²¹ et des conférences internationales ont permis :

21 Parmi les congrès internationaux, nous pouvons noter le Congrès bibliographique international (Paris, 1900) ; le Congrès bibliographique international (Bruxelles, 1908) ; et le Congrès international de bibliographie et de documentation (Bruxelles, 1910).

- de définir des modalités communes de travail (code ou manuel international des règles bibliographiques ; alphabet international conventionnel ; unification des règles de catalogage, de l'abréviation des titres de périodiques, des références bibliographiques, de classement alphabétique, de translittération des caractères cyrilliques) ;
- de conduire une réflexion et porter des réalisations visant à contribuer à la recherche : organisation des connaissances sur le livre ; développement de la bibliographie dans l'enseignement supérieur ; statistique internationale des imprimés ;
- d'étendre les formes de documents répertoriés (documents officiels des États ; journaux ; archives industrielles et commerciales...) ;
- de faire évoluer les missions des bibliothèques (de la conservation à l'information et à la mise en circulation des documents), et les positionner comme complément de l'école et de l'université, à s'investir dans un système de prêt international de documents ;
- d'ouvrir à une spécialisation en sciences, techniques et action sociale (Hellemans, 2011).

L'organisation réticulaire dans une coopération qui rassemble des pratiques différentes a ainsi permis de faire évoluer les techniques documentaires et de fournir des données pour la bibliologie (ou documentologie ou documentation).

Outil d'accès au savoir, le RBU est-il pour autant le « Google de papier » ou le « premier modèle de moteur de recherche », expressions empruntées au journal *Le Monde* ou au site de la mémoire du monde, et largement reprises dans les écrits sur P. Otlet ? On peut faire un certain nombre de remarques, d'abord sur le projet. Présenté sur le site de l'Unesco comme outil d'accès à l'information, il est qualifié de « Premier exemple de dématérialisation de la connaissance », ce qui n'est pas tout à fait exact, car la matérialisation est présente sous la forme d'une notice bibliographique qui, comme on l'a vu, peut être très complète. Si on se focalise sur Google scholar²², dont l'objectif documentaire est proche de celui du RBU, car il se consacre à la diffusion de la science, on peut constater que les notices comportent beaucoup d'erreurs et qu'elles ne sont pas harmonisées. Le nombre de citations attribué aux notices est donc peu utilisable. Notons cependant que certaines d'entre elles dirigent vers la version intégrale des textes qu'elles signalent, ce qui est un progrès. L'augmentation du nombre de citations provient de cet accès aux textes, ce qui a tendance à faire disparaître les publications exclusivement imprimées et ne tient pas toujours compte de la validation à laquelle est soumise la science dans de nombreuses disciplines. Ainsi, le système s'autoalimente-t-il (Couzinet et al., 2019). L'objectif n'est pas

22 Google scholar a été ouvert en novembre 2004 par Google comme un service de recherche d'articles de revues, de livres scientifiques et de thèses universitaires.

le partage universel des savoirs pour promouvoir la paix ou pour permettre à la science d'avancer; mais le souci de tirer des profits commerciaux à grande échelle, qui s'est introduit dans ce moteur destiné aux chercheurs.

Le réseau fonctionne aussi autrement. Les machines et les techniques mises en œuvre sont dépendantes des améliorations qui leur sont contemporaines. Le *RBU* fait appel à la machine à écrire, à la copie et à l'énergie individuelle, et son ambition ne paraît pas être à taille humaine. Il a néanmoins été à l'origine d'une grande ouverture des frontières géographiques mais également d'avancées documentaires bibliothéconomiques et scientifiques notables. La coopération sur laquelle il repose au sein d'un réseau d'institutions, de personnes, de manières communes de travailler; en fait un vaste réseau apprenant.

Google scholar propose des services très utiles au lecteur; comme faciliter la réécriture d'une notice en suivant des normes particulières pour l'intégrer à une publication. L'origine des documents, présente sur le modèle de fiche établi par P. Otlet, est difficile à établir (Rovira *et al.*, 2018) même si des accords visibles ont été conclus avec des bibliothèques. Le « moissonnage », très divers et aléatoire, se distingue alors de la collecte pratiquée en documentation, qui appelle un regard critique sur les sources. Cependant, on ne peut nier une certaine filiation entre le *RBU* et Google, même si la découverte du premier par le second lui a été postérieure. Cette découverte a invité Google à s'investir dans le financement de son ascendant, le nouveau Mundaneum à Mons (Belgique), espace muséal et de documentation qui rassemble le *RBU* et les archives qui ont échappé aux pertes occasionnées par les divers déménagements, notamment dus aux guerres mondiales.

Conclusion

Pour répondre à la question « Qu'est-ce que la documentation ? », faut-il continuer à lire ou à relire le *Traité de documentation* ? Outre la portée historique de son contenu, il a permis de nombreuses évolutions. D'abord, il place l'activité et les techniques du traitement et de la collecte des informations dans un cadre théorique dont il précise les bases et les moyens disponibles ou à mettre en place. Ainsi posées, bibliologie, documentologie et bibliométrie peuvent être discutées, revisitées, améliorées, ce qui a été fait, et se fait encore, en France, mais qui a tendance à être oublié au profit de travaux sur les aspects numériques de l'information.

Le mouvement de la néo-documentation, qui connaît peu les travaux francophones développés depuis et à partir des propositions de P. Otlet, s'inscrit dans la dimension historique de la science de l'information-documentation. Cependant, la re-contextualisation dans la Belgique de la fin du *xix*^e et du début du *xx*^e siècle, sa politique, sa société et son économie, et plus largement de l'Europe, reste à faire pour comprendre les positions de P. Otlet. Resituer l'évolution de la discipline à la lumière des recherches entreprises par nos prédécesseurs comme

partie fondatrice des SIC mérite notre intérêt. Enfin, le *Traité* est indissociable du contexte des échanges internationaux, ce qui a obligé à la définition de normes d'écriture documentaire communes permettant la comparaison et la critique des systèmes de description, d'analyse et d'accès actuels à l'information.

Nous ne prétendons pas avoir épuisé toute la richesse du *Traité*, mais la lecture que nous en avons donnée ici nous autorise à penser qu'elle peut éclairer une mise en perspective de la recherche et de la pratique et qu'elle ouvre encore bien des voies d'investigation. L'ouvrage est en effet un élément fort de la réflexion épistémologique de la discipline et fait toujours partie de la bibliographie fondamentale du chercheur et du professionnel en information-documentation.

Références

- Ayuso García M. D., 1995, « El Tratado de documentación (1934) o como se gesta una nueva disciplina », dans *Actas de las Jornadas conmemorativas del cincuentenario de Paul Otlet (1868-1934)*, Saragosse, Députation de Saragosse/Université de Saragosse, p. 51-68.
- Blanquet M.-F., 1993, « La fonction documentaire : étude dans une perspective historique », *Documentaliste, sciences de l'information*, 30 (4-5), p. 199-204.
- Blanquet M.-F., 2010, « Paul Otlet et le cercle de ses contemporains précurseurs, comme lui, des sciences de l'information », *Revue de bibliologie, schéma et schématisation*, 73, p. 15-33.
- Boustany J. et Estivals R., 1999, *Thésaurus de la bibliologie*, Paris, Société de schématisation et de bibliologie.
- Briet S., 1951, *Qu'est-ce que la documentation ?* Paris, Éd. documentaires et techniques.
- Canonne A., 1989, « Otlet, La Fontaine et le Mundaneum », dans P. Otlet, *Traité de documentation. Le livre sur le livre. Théorie et pratique*, Bruxelles/Liège, CLPCF, avant-propos, p. VII-XVII.
- Canonne A., 1993, « Otlet (Paul, 1868-1944) », dans R. Estivals (dir.), *Les Sciences de l'écrit : encyclopédie internationale de bibliologie*, Paris, Retz, p. 409-410.
- Couzinet V., 2000, *Médiations hybrides : le documentaliste et le chercheur en sciences de l'information*, Paris, ADBS éd.
- Couzinet V. (dir.), 2001, *Jean Meyriat, théoricien et praticien de l'information-documentation*, Paris, ADBS éd.
- Couzinet V., 2019, « Du micro au macro-dispositif documentaire : partage des savoirs et mémoire du monde », dans C. Aït Ali et I. Fabre, *Le Dispositif en questions : le prisme des sciences de l'éducation et de la formation et des sciences de l'information et de la communication. Détours par le macro-dispositif*, Toulouse, Éd. Cepaduès, p. 131-154.

- Couzinet V., Marteleto R. et Thiesen I., 2019, « The Evolution of Researchers' Bibliography: From Systematic Organization to Citation », *Zagadnienia Informacji Naukowej ZIN*, 57 (2A), p. 94-106. <https://doi.org/10.36702/zin.474>
- Estivals R., 1978, *La bibliologie : Introduction historique à une science de l'écrit*, I, La bibliométrie, Paris, Société de bibliologie et schématisation.
- Estivals R., 1989, « Préface », dans P. Otlet, *Traité de documentation. Le livre sur le livre. Théorie et pratique*, Bruxelles/Liège, CLPCF, p. III-V.
- Estivals R., 1993, « SBS (Société de bibliologie et schématisation) », dans R. Estivals (dir.), *Les Sciences de l'écrit : encyclopédie internationale de bibliologie*, Paris, Retz, p. 478-480.
- Grolier E. de, 1945, « Paul Otlet pionnier de la documentation et de la coopération internationale », *Bulletin de l'Union française des organismes de documentation*, p. 190-215.
- Hellemans J., 2011, « Les conférences bibliographiques internationales : Paul Otlet et la coopération universelle », *Revue de bibliologie, schéma et schématisation*, 73, p. 73-87.
- La Fontaine H., 1916, *The Great Solution: Magnissima Charta*, Boston, World Peace Foundation.
- La Fontaine H. et Otlet P., 1912, « La vie internationale et l'effort pour son organisation », *La Vie Internationale*, I (1), p. 9-34.
- Levie F., 2008, *L'homme qui voulait classer le monde : Paul Otlet et le Mundaneum*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles.
- LópezYepes J., 1995, « La influencia de Otlet en la Documentación española : aportaciones a la formación del pensamiento documentario español », dans *Actas de las Jornadas conmemorativas del cincuentenario de Paul Otlet (1868-1934)*, Saragosse, Députation de Saragosse/Université de Saragosse, p. 13-35.
- Macedo Kerr Pinheiro M., Thiesen I. et Couzinet V., 2008, « Choc informationnel et culture de l'information : quelle formation à l'information ? », *Sciences de la société*, 75, p. 141-158.
- Mairesse F., 2010, « Paul Otlet, apprenti muséologue », dans J. Gillen (dir.), *Paul Otlet fondateur du Mundaneum (1868-1944) architecte du savoir, artisan de la paix*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles, p. 137-148.
- Manfroid S. et Gillen J., 2016, « Les papiers personnels de Paul Otlet, portrait recto verso d'un entrepreneur des outils de la connaissance au service de la paix », dans P. Ghils (dir.), *Connaissance totale et Cité mondiale, la double utopie de Paul Otlet*, Louvain-la-Neuve, Academia, p. 175-195.
- Meyriat J., 1981, « Document, documentation, documentologie », *Schéma et schématisation*, 14, p. 51-63.
- Meyriat J., 1993, « Un siècle de documentation : la chose et le mot », *Documentaliste, sciences de l'information*, 30 (4-5), p. 192-198.

- Meyriat J., 1994, « Y a-t-il place pour une théorie de la documentation ? », *Revue de bibliologie, schéma et schématisation*, 40, p. 39-45.
- Molinier M., Fraysse P. et Chante A., 2020, « Paul Otlet muséologue ? La patrimonialisation de l'utopie documentaire de Paul Otlet au Mundaneum de Mons », *Les Cahiers du numérique*, 16 (1), p. 165-180.
- Ortega C. et Saldanha G., 2017, *A noção de documento desde Paul Otlet e as propostas neodocumentalistas. XVIII Encontro nacional de pesquisa em ciência da informação*, ENANCIB 2017.
- Ortega C. et Saldanha G., 2018, « La notion de document d'Otlet à Meyriat et les propositions néodocumentalistes », *Sciences de la société*, 100, p. 146-158.
- Otlet P., 1916, *Problèmes internationaux et la guerre. Tableau des conditions et solutions nouvelles de l'économie, du droit et de la politique*, Genève/Paris, Librairie Kundig/Rousseau et Cie.
- Otlet P., 1934, *Traité de documentation. Le livre sur le livre. Théorie et pratique*. Bruxelles, éd. & imp. D. Van Keerberghen & fils.
- Rayward W. B., 2016, « Knowledge organization and a new world polity: the rise and fall and rise of the ideas of Paul Otlet », dans P. Ghils (dir.), *Connaissance totale et Cité mondiale, la double utopie de Paul Otlet*, Louvain-la-Neuve, Ed. Academia, p. 163-174.
- Rayward W. B., 1998, « Visions of Xanadu: Paul Otlet (1868-1944) and Hypertext », dans T. B. Hahn et M. Buckland (éds), *Historical Studies in Information Science*, Medford, Information Today Inc, p. 65-80.
- Rayward W. B., 1990, *International Organization and Dissemination of Knowledge. Selected Essays of Paul Otlet*, Amsterdam, Elsevier.
- Ribeiro Rodrigues G. F., 2020, « The Brazilian Neodocumentalist Movement: an Historical Perspective », *Proceedings from the Document Academy*, 7 (1), art. 4. <https://doi.org/10.35492/docam/7/1/4>
- Rovira C., Guerrero-Salé F. et Codina L., 2018, « Las citas recibidas como principal factor de posicionamiento SEO en la ordenación de resultados de Google Scholar », *El Profesional de la información*, 27 (3), p. 559-569.
- Saldanha G., 2013, « O documento e a "via simbólica" : sob a tensão da "neodocumentação" », *Informação Arquivística*, 2 (1), p. 65-88.
- Saldanha G. et Ortega C., 2018, « Itinerários da obra de Suzanna Briet : inflexões e tensoes », *Revista Brasileira de Biblioteconomia e Documentação*, 14, p. 103-133.
- Saldanha G., 2020, « Un portrait de Robert Estivals au miroir de la *Revue de bibliologie* : des chemins théoriques pour une réflexion historique », *Les Cahiers du numérique*, 16 (1), p. 15-33.
- Tshitungu Kongolo A., 2011, « Paul Otlet et Paul Panda : un dialogue fécond », *Revue de bibliologie, schéma et schématisation*, 73, p. 55-73.